

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 09/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



SABLACOLOR

ZI les Iles du Pont - RN6
73800 Coise Saint Jean Pied Gauthier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement SABLACOLOR implanté ZI les Iles du Pont – RN6 - 73800 Coise Saint Jean Pied Gauthier. Cette partie «Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le but de clore la procédure de cessation d'activité.

La précédente visite d'inspection de l'établissement avait, pour rappel, été réalisée le 11/07/2013. Des activités soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) étaient alors encore exploitées. L'inspection a par la suite été informée du placement en liquidation judiciaire de la société SABLACOLOR par jugement rendu le 04/11/2013.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLACOLOR
- ZI les Iles du Pont - RN6 73800 Coise Saint Jean Pied Gauthier
- Code AIOT : 0006110787
- Régime : Autorisation

2) Historique

Durant sa période d'exploitation, et selon les informations dont dispose l'inspection des installations classées, l'établissement SABLACOLOR a exercé des activités de métallisation, peinture et sablage entre les années 2010 et 2013.

Cette société s'est fait connaître de l'inspection des installations classées fin 2010, dans le cadre d'une plainte de voisinage. A l'issue de l'inspection consécutive à cette plainte, un procès-verbal avait été dressé pour exploitation d'une installation soumise à autorisation en ayant ni obtenu ni sollicité l'autorisation requise. En parallèle, la société avait été mise en demeure de déposer un dossier de demande d'autorisation.

En 2012, l'exploitant a été condamné pour exploitation non autorisée d'une ICPE, et l'exploitante, pour outrage à une personne chargée d'une mission de service public, eu égard à son comportement injurieux et menaçant envers l'inspecteur des installations classées.

La société SABLACOLOR n'a jamais déposé de dossier d'autorisation.

Informée du placement en liquidation judiciaire de la société SABLACOLOR l'inspection a demandé

le 18/11/2013 au mandataire judiciaire liquidateur, en tant qu'ayant droit du dernier exploitant, d'établir la déclaration de cessation d'activité de l'établissement SABLACOLOR. Il devait notamment s'assurer de la mise en sécurité du site, attester l'évacuation des déchets et produits dangereux, joindre les bordereaux de suivi des déchets, prendre des mesures pour assurer la fermeture du site le cas échéant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation activité/Mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.1°	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bâtiment qui abritait les activités de la société SABLACOLOR accueille aujourd'hui plusieurs sociétés dont les activités ne sont pas classées au titre de la réglementation des ICPE. Aucun produit ni déchet dangereux ne sont présents à l'extérieur du bâtiment dans l'emprise de l'ancien site ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.1°
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents.
Constats : Le bâtiment dans lequel la société SABLACOLOR exerçait ses activités se situe au sein de la zone d'activités Z.A. du Pont de Coise, qui comptabilise une petite vingtaine d'entreprises. Ce bâtiment accueille aujourd'hui plusieurs sociétés dont les activités ne sont pas classées au titre de la réglementation des ICPE : une entreprise de transport routier, levage et manutention, une entreprise de maçonnerie générale et gros oeuvre, un consultant immobilier. A l'extérieur du bâtiment dans l'emprise de l'ancien site ICPE, aucun produit ni déchet dangereux ne sont présents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

2-5) Ce qu'il faut retenir hors fiches de constats

Selon les éléments à disposition de l'inspection des installations classées, le mandataire judiciaire liquidateur a fait procéder fin 2013, au moins en partie, à l'enlèvement et au recyclage des déchets présents sur le site.

Outre la gestion des déchets, la mise en sécurité du site, imposée par l'article R. 512-75-1.IV, comporte également la mesure suivante :

"La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux."

L'inspection n'a pas d'élément sur une quelconque surveillance des effets de l'installation sur son

environnement, elle n'a pas connaissance d'un suivi environnemental en phase d'exploitation, ni par la suite de réalisation d'un diagnostic des sols et sous-sols. Il n'y a donc pas de garantie sur le fait que le site, à l'arrêt des activités de SABLACOLOR, était dans un état tel qu'il ne pouvait pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Le site est situé dans une zone d'activité industrielle, les habitations les plus proches se trouvent à une distance d'environ 1 km. Cependant, des enjeux environnementaux existent à proximité immédiate, notamment la zone humide "Les îles de la Rive". Les pollutions éventuelles ont pu s'étendre sous l'effet de la dispersion par l'air ou par les eaux percolant dans le sol, et s'infiltrer dans le sous-sol et la nappe souterraine.

Suite à cette inspection, ce site a été référencé par l'inspection des installations classées dans la base de données InfoSols, regroupant toutes les informations sur les sites et sols pollués ou suspectés d'être pollués.